



EXTRAIT : QUESTION N° 10

Des délibérations du Conseil d'Administration

Du Centre Communal d'Action Sociale

De la Ville de Saint-Malo

Publié le 29/10/2024

Séance du 28 octobre 2024, à 18H30

Nombre d'Administrateurs en exercice : 17

Nombre de pouvoirs : 3

Nombre d'Administrateurs présents : 9

Quorum : 9

Date de transmission de l'Ordre du jour et des rapports : 22 octobre 2024

Membres présents : Monsieur LURTON – Madame LEPRIZE – Madame TRONEL – Madame DANINO-SOISSON – Madame CRANCE – Madame GERVAIS – Monsieur LEFILLEUL – Madame MERCIER – Madame VEYRIER.

Absents, excusés et pouvoirs : Monsieur LAMBERT, excusé – Madame KRAUSS, pouvoir à Mme LEPRIZE – Madame MOREAU, pouvoir à Mme TRONEL – Madame LE GAGNE, excusée – Monsieur CANNEVA, excusé – Madame GOURIN-SERVENIERE, excusée – Monsieur HEISSAT, pouvoir à Mr LEFILLEUL – Madame GUERIN, excusée.

Président : Monsieur LURTON

Secrétaire : Monsieur THIERRY

POLE PETITE ENFANCE & PARENTALITE

**10- CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'UN LOCAL ET DE MATERIEL
Auprès de Malo Agglo Petite Enfance (MAPE)**

Dans le cadre de ses activités, le RAM Malo Agglo Petite Enfance est amené à solliciter les collectivités de Saint-Malo Agglomération pour que des lieux lui soit mis à disposition.

Ils permettent d'organiser des ateliers et autres animations à destination des assistants maternels et des parents de la commune. Ces lieux offrent également la possibilité de recevoir les familles qui ne pourraient se déplacer au siège du MAPE.

Une convention pour la mise à disposition d'un local à la résidence autonomie Renan définit ces lieux les conditions d'utilisation ainsi que les obligations de chacun des partenaires.

Cette mise à disposition est consentie à titre gratuit.

En conséquence, il est proposé au Conseil d'Administration d'adopter le projet de délibération suivant :

**Le Conseil d'Administration,
Après en avoir délibéré,**

APPROUVE

La convention ci-annexée, définissant le cadre de la mise à disposition de locaux et matériels.

AUTORISE

Le Président ou la Vice-Présidente du Centre Communal d'Action Sociale à signer toutes les pièces nécessaires à la réalisation de cette affaire.

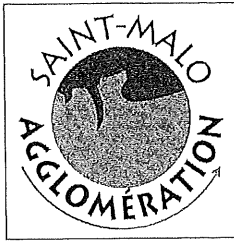
ADOpte

À l'unanimité des membres présents, ou représentés, pour 12 voix.

**Par délégation,
La Vice-Présidente,**



**Sophie LEPRIZÉ
Adjointe au Maire**



CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX ET DE MATERIELS

DANS LE CADRE DES ACTIVITES DU RELAIS MALO AGGLO PETITE ENFANCE

Entre les soussignés :

Saint-Malo Agglomération - Communauté d'Agglomération du Pays de Saint-Malo, 6 rue de la Ville Jégu à CANCALE (35260), représentée par Monsieur Gilles LURTON son Président, agissant en vertu de la délibération n°1-2020 du 30 juillet 2020,

d'une part,

Et :

Le Centre Communal d'Action Sociale de Saint-Malo, dont le siège est situé 16 boulevard Villebois Mareuil à Saint Malo (35400), représenté par sa Vice-Présidente, Madame Sophie LEPRIZE, Adjointe au maire pour le compte du CCAS de Saint-Malo

d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

Le Centre Communal d'Action Sociale de Saint Malo met à disposition de Saint-Malo Agglomération les locaux désignés à l'article 2 de la présente.

ARTICLE 2 : Désignation des locaux

- A la Résidence Ernest Renan, située 24 rue Ernest Renan 35400 Saint Malo

Cette mise à disposition comprend :

- L'occupation de la salle dans le logement 1, la salle de loisirs et ponctuellement la salle de restauration
- L'accès aux sanitaires
- Une place de parking

ARTICLE 3 : Affectation des locaux

Les locaux, objet de la présente convention, seront utilisés par le Relais Petite Enfance exclusivement pour la réalisation des activités relevant de sa compétence, en particulier la tenue de matinées d'éveil rassemblant des assistants maternels et des enfants 0/3.

ARTICLE 4 : Condition d'occupation d'usage

Cette salle sera utilisée une matinée par semaine, sur un créneau de 3h (9h/12h) hors vacances scolaires, et/ou ponctuellement selon les modalités définies et validées avec le référent du site.

ARTICLE 5: Etat des locaux

Saint-Malo Agglomération et le Centre Communal d'Action Sociale de Saint Malo veilleront à ce que les locaux garantissent des conditions d'hygiène et de sécurité conformes aux normes d'accueil collectif des jeunes enfants.

Dans la salle dédiée aux espaces jeux, une vigilance particulière est portée en direction du matériel déjà existant. Celui qui n'est pas mis à disposition doit être préalablement rangé par les utilisateurs de la salle, afin de permettre aux animatrices d'installer leur matériel dans de bonnes conditions.

Tout matériel à disposition des enfants doit être conforme aux normes d'utilisation en vigueur.

Saint-Malo Agglomération ne pourra faire, ni laisser rien faire, qui puisse détériorer les lieux mis à disposition et devra, sous peine d'être personnellement responsable, avertir la commune sans retard et par écrit, de toute atteinte qui serait portée à sa propriété.

ARTICLE 6: Charges afférentes à l'occupation des locaux

L'entretien des terrains, immeubles, mobiliers et matériels mis à disposition est à la charge de la commune, à l'exception des jeux qui fera l'objet d'un nettoyage réglementaire régulier par les animatrices du relais dans le cadre de leur organisation de travail.

En outre, le Centre Communal d'Action Sociale s'engage à assurer la propreté du site et des locaux, à prendre à sa charge les charges présentes et futures afférentes à leur occupation par la Communauté d'Agglomération du Pays de Saint-Malo. Ces charges recouvrent notamment les consommations énergétiques, l'eau, l'entretien du système de chauffage, l'entretien courant des équipements, les contrôles de sécurité et de salubrité fixés par le cadre réglementaire des établissements recevant du public, les impôts et taxes de toute nature relatif à l'activité du site.

ARTICLE 7 : Redevances

La présente mise à disposition est consentie à titre gratuit à Saint-Malo Agglomération par le CCAS pour toute la durée de la convention.

ARTICLE 8 : Assurance

Saint-Malo Agglomération s'engage à souscrire un contrat d'assurance garantissant sa responsabilité civile.

De son côté, le Centre Communal d'Action Sociale de Saint Malo s'engage à souscrire tout contrat d'assurance garantissant les locaux et matériels mis à disposition du service contre tout risque d'incendie, d'explosion, de vol, de foudre, de bris de glace et de dégâts des eaux.

ARTICLE 9 : Obligations générales de Saint-Malo Agglomération

La présente mise à disposition de locaux et de matériels est consentie à condition que l'Agglomération exerce personnellement et de façon continue son activité dans les locaux mis à disposition et suivant la destination prévue.

ARTICLE 10 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de 6 ans à compter du 16/09/2024. Elle pourra être renouvelée, et ceci de manière expresse. En cas de nécessité, elle pourra être aménagée par voie d'avenant.

ARTICLE 11 : Résiliation

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une des obligations contenues dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit, y compris pour un motif d'intérêt général, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi par l'autre partie d'une lettre recommandée avec accusé de réception contenant mise en demeure d'avoir à exécuter et restée sans effet.

La révocation pour des motifs d'intérêt général ne donnera lieu à aucune indemnisation. La présente convention sera résiliée de plein droit par la destruction des locaux par cas fortuit ou de force majeure.

Enfin, Saint-Malo Agglomération ou le Centre Communal d'Action Sociale de Saint Malo peuvent librement mettre fin à tout moment à la présente convention, sous condition d'un préavis de 6 mois notifié au cocontractant par lettre recommandée avec accusé de réception, sans que cela ne puisse donner lieu à une quelconque indemnisation, de l'une ou l'autre des parties.

ARTICLE 12 : Election du domicile - litiges

Pour l'exécution de la présente convention, les parties font élection de domicile à leur siège respectif sus-indiqué.

En cas de difficulté sur l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à tenter de régler leur différend à l'amiable. A défaut d'un accord, le différend sera porté devant le tribunal administratif de Rennes.

Fait à Cancale, en deux exemplaires, le

Saint-Malo Agglomération,

Centre Communal d'Action Sociale de Saint-Malo,

Pour Le Président et par délégation,
La Vice-Présidente au cadre de vie, Habitat,
MAPE, Politique de la Ville et Gens du voyage

Pour Le Président et par délégation,
La Vice-Présidente du Centre Communal d'Action
Sociale

Marie-France FERRET,

Sophie LEPRIZE

